

« Mâles en péril »

Arte diffuse le 25 novembre (21 heures) une enquête édifiante quant à l'impact des composés chimiques sur la fertilité masculine. Outre les pesticides, les phtalates et le bisphénol A (dans les plastiques) sont montrés du doigt. Depuis 50 ans, la production de spermatozoïdes chez l'homme diminue en quantité et en qualité. Dans certains lieux, elle a déjà chuté de 50 %.

« Nos enfants nous accuseront »

Ce documentaire (112 minutes) de Jean-Paul Jaud sortira sur les écrans le mercredi 5 novembre. Il relate l'initiative d'une commune des Cévennes qui convertit sa cantine scolaire en bio. Un regard sur la chimie dans nos campagnes.

Du côté des pitchouns

Devant le manque d'études publiques, l'Association Santé Environnement France (Asef, collectif de médecins) va tester les urines des enfants dans les crèches afin de déterminer leur imprégnation en pesticides.

pesticides au menu

Une inquiétante augmentation constante des pesticides dans nos aliments. Causes et conséquences de cette exposition



contenir jusqu'à 29 pesticides différents et dépasser la limite admise

PHOTO AFP

dans les aliments qui a considérablement augmenté : 27 % des échantillons présentent plusieurs pesticides à la fois, jusqu'à 29 par aliment (contre seulement 8 en 1997). Cela s'explique notamment par le fait que le nombre de molé-

cules recherchées a énormément progressé. On analysait 126 pesticides en 1997, contre 241 aujourd'hui dans les fruits et légumes (mais on pourrait en détecter 769 avec des moyens supplémentaires...).

2 Les raisons de cette hausse constante

Les auteurs du rapport évoquent une autre cause pour expliquer ce cocktail de produits chimiques dans nos assiettes : « La présence de plusieurs résidus n'est pas nécessairement le signe d'un usage inapproprié ou excessif. Un contrôle adéquat des maladies peut nécessiter l'utilisation de plusieurs types de pesticides, ce qui permet d'augmenter l'efficacité des traitements et donc de réduire la somme totale. » En d'autres termes, on multiplie les produits pour ne pas dépasser les doses admises. Un changement qui a abouti à une baisse de la consommation de phytosanitaires (de 100 000 en 1998 à 75 000 aujourd'hui).

« Les nouvelles formules sont microdosées et plus efficaces, mais plus persistantes. Par ailleurs, on ne constate pas vraiment de baisse dans le nombre de traitements », déplore François Veillerette. Un argument qui pourrait expliquer que la réduction du tonnage, depuis dix ans, n'ait pas réussi à infléchir les courbes présentées dans le rapport. Elles témoignent même d'une accélération vers le haut depuis 2000 (1).

3 Pourra-t-on s'en passer à l'avenir ?

Le Grenelle de l'environnement prévoit de réduire de moitié l'utilisation de pesticides en 2015. Est-ce possible ? Pourrait-on faire mieux ? « On ne pourra pas conduire toute la France en bio, mais on travaille sur la question de la réduction des pesticides et des scénarios d'agriculture qui en per-

mettent l'atteinte », assure Laurence Guichard, ingénieur à l'Inra. Responsable du groupe « grande culture » dans le cadre du plan national Ecophyto 2018, elle s'appête à rendre un rapport qui servira de base de travail. « Nous raisonnons davantage en termes de prévention que de lutte contre les maladies ou les parasites. Nous cherchons à réintroduire des techniques agronomiques que les pesticides, par leur commodité d'usage, leur efficacité et leur faible coût, avaient conduit à écar-

ter. » Un point de vue à moitié partagé par le professeur de biologie végétale Jean-Marie Pelt, fondateur de l'Institut européen de l'écologie, à Metz, en 1972 : « Un récent rapport de la FAO a clairement expliqué qu'on pouvait nourrir la planète en bio à condition d'utiliser de bonnes techniques : éviter la généralisation des monocultures et développer la polyculture sur des parcelles plus petites, faire des rotations, etc. Il y a beaucoup de potentiel scientifique dans l'agriculture biologique, qui démontre, contrairement aux idées reçues, de bons rendements. Le problème, c'est qu'on a complètement délaissé la recherche sur ce secteur, en l'absence d'une volonté politique pour une bio efficace. » Mardi dernier, les députés ont toutefois donné un signe positif en ce sens : le crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique sera doublé dès 2009.

(1) La France est le premier consommateur européen d'intrants chimiques (fongicides, herbicides et insecticides) : 30 000 tonnes en 1971, 100 000 tonnes en 1982, selon l'UIPP (qui rassemble les producteurs de phytosanitaires).

LOI DE FINANCES

Polémique sur la taxe

■ France Nature Environnement (FNE) s'insurge contre un article du projet de loi (art. 54) actuellement en examen au Parlement. Depuis la loi sur l'eau et les milieux aquatiques, une redevance, payée par les distributeurs de pesticides, est perçue par les agences de l'eau pour financer des projets de reconquête de la qualité des eaux.

« Le projet de loi 2009 prévoit d'augmenter le taux de cette redevance pour trois ans, mais d'affecter le surplus dégagé (100 millions d'euros annuels) à l'Office national interprofessionnel des grandes cultures, un organisme piloté par la FNSEA, sous couvert de fantaisistes et mystérieuses missions environnementales », s'insurge FNE.

Le projet de loi écrit : « Conformément aux conclusions du Grenelle de l'environnement, ces ressources supplémentaires seraient utilisées pour le financement, d'une part, de certaines actions du plan Ecophyto 2018 qui vise notamment à réduire l'utilisation des pesticides et, d'autre part, d'actions spécifiques destinées à améliorer la performance énergétique des exploitations agricoles. »

« L'époque est en trompe l'œil, une fois de plus, c'est bien le principe pollueur-payé qui prévaut », lance Bernard Rousseau, responsable des politiques sur l'eau à FNE.

Aucune étude publique sur la contamination à long terme chez l'homme

Si l'Afssa a lancé une étude sur l'exposition des populations aux PCB du Rhône (1), il n'existe pas encore de recherche sur la contamination des consommateurs par les pesticides.

« À la différence des PCB, nous sommes dans un usage contrôlé, encadré par de bonnes pratiques agricoles et des limites maximales de résidus (LMR), précise Marie-Hélène Loulergue, directrice adjointe au sein de la Direction de l'évaluation des risques nutritionnels et sanitaires à l'Afssa. Il existe par ailleurs des doses journalières admissibles (DJA) pour chaque pesticide, établies sur la base d'expérimentations animales affinées par des données épidémiologiques. Ces DJA constituent des points de repère pour évaluer les expositions par l'alimentation, notamment dans le cadre de l'observatoire des résidus de pesticides (ORP), en lien avec les autres organismes impliqués sur ce suivi. » Toutefois,

l'Afssa reconnaît que le risque d'une toxicité à long terme d'une contamination faible et continue, qui intégrerait les effets croisés de plusieurs pesticides, reste « une question ».

Alors que le contrôle des résidus de pesticides dans les aliments est banal, la question de l'imprégnation chez l'homme demeure donc sans réponse. Or, quel crédit accorder aux seuils résiduels dans les aliments si on ne connaît pas la dose journalière cumulée au-delà de laquelle l'homme court vraiment un risque pour sa santé ?

Lacune. Début octobre, l'Inserm et l'Afset, dans un rapport intitulé « Cancer et Environnement », pointent cette lacune : « Les pesticides peuvent conduire à une exposition de la population générale par les aliments, l'eau de boisson, l'air intérieur et extérieur et les poussières de la maison. Les données sur les risques sanitaires liés à ces con-



Une exposition possible par l'eau de boisson

PHOTO « SUD OUEST »

taminations demeurent trop parcellaires pour pouvoir être prises en compte dans la définition des seuils dans les différents milieux. »

« Lorsqu'on trouve des pesticides ou leurs métabolites (c'est-à-dire leurs

produits de dégradation) à faibles concentrations dans le sang ou dans l'urine, nous avons le plus souvent beaucoup de difficultés à interpréter ces résultats », explique le professeur Gérard Lachâtre, responsable du service de pharmacologie et toxicologie du CHU de Limoges.

Cheveux. Ce laboratoire fait partie des quelques structures en France qui, depuis plusieurs années, développent des méthodes d'identification et de dosage de pesticides dans les liquides biologiques humains, voire dans les phanères (les cheveux, par exemple, bons marqueurs du passé de l'individu). « Pour bon nombre de pesticides, nous ne sommes pas à l'heure actuelle en mesure d'apprécier le risque toxique à long terme des modifications biologiques induites (biomarqueurs d'effets) ou par les concentrations dans les liquides facilement accessibles que

sont le sang et l'urine (biomarqueurs de doses reçues), retient Gérard Lachâtre. Si une partie de ces pesticides et de leurs métabolites, qui ne sont pas forcément moins toxiques, est éliminée, une autre partie peut rester stockée dans notre organisme. Qu'en est-il alors de la toxicité de ces résidus ? Leur affinité pour les graisses n'est pas une garantie d'innocuité puisque l'on sait qu'ils en seront tôt ou tard libérés pour revenir dans des organes plus sensibles à leurs effets délétères. Peut-on même affirmer que les pesticides accumulés dans le tissu adipeux d'une maman qui allaite n'auront aucun impact chez l'enfant ? » Sur le chapitre des pesticides, la recherche toxicologique a encore beaucoup à explorer.

■ Pr. D.

PCB : PolyChloroBiphényles, dérivés chimiques chlorés plus connus en France sous le nom de pyralènes.